

Un an après le mouvement « Femme, Vie, Liberté », l'appareil d'État répressif de la République islamique d'Iran a intensifié ses efforts pour réprimer toute forme de dissidence, lançant une vague d'actions agressives contre les citoyens, les éducateurs et les militants syndicaux iraniens. Cette répression vise principalement les enseignants et les établissements d'enseignement, stimulée par l'implication massive des jeunes dans les manifestations de Jina Mahsa Amini. Les éducateurs iraniens n'ont cessé d'exprimer leurs revendications en faveur de meilleures conditions de travail et de la reconnaissance de leurs droits et libertés essentiels, à la fois en tant que travailleurs et en tant que citoyens. Cependant, depuis le 1er mai 2022, de nombreux dirigeants d'associations d'enseignants de province et de comté (appartenant au Conseil national de coordination des associations professionnelles d'enseignants iraniens, affilié à l'IE) ont été confrontés à des arrestations injustifiées, à des détentions et même à des actes de torture, le tout en raison de leurs activités pacifiques. et les activités légales liées aux syndicats.

Pétition internationale et internationaliste à signer ici :

https://www.labourstartcampaigns.net/show_campaign.cgi?c=5317